

## LES ENJEUX DE LA SÉCURITÉ GLOBALE

La "culture de l'excuse" doit céder la place au réalisme.

# Sociologie de la kalachnikov

Par XAVIER RAUFER *criminologue*

Faites un test: tapez "Assassinat kalachnikov" dans Google. Une page s'affiche, énumérant les homicides commis en France avec ce redoutable fusil d'assaut. Google vous annonce « Environ 115 000 résultats ». Au-delà des discours creux sur "la violence", l'usage en France de cette arme par des bandits tient désormais de la routine. Que l'on use au quotidien d'une arme de guerre dans notre pays est médiatiquement banalisé. Ce qui appelle bien sûr deux questions: comment en est-on venu là? Et surtout, la faute à qui?

Mais d'abord, un rappel: l'État souverain n'a pas été créé pour s'occuper des soldes, ni des salaires des infirmières, mais d'abord pour protéger ses citoyens. C'est à cette seule fin que les peuples d'Europe lui ont conféré "le monopole de la violence légitime" et qu'ils ont renoncé à se faire justice eux-mêmes.

Maintenant, les faits. En 1999, des gouvernants occidentaux – côté européen, de bonnes âmes – ont jugé bon de faire exploser la fameuse "poudrière des Balkans". Il fallait à tout prix éliminer un (réel) sale type, M. Milosevic, qui maltraitait son peuple et ceux alentour. Négligeant les cris d'alarme des criminologues, ces dirigeants naïfs ont grand ouvert le couvercle qui retenait encore la mafia albanaise de se répandre dans toute l'Europe. Et avec elle les armes de guerre: à Tirana, une kalach' coûte 100 euros, dix à vingt fois moins que chez nous... Voici l'origine de l'afflux d'armes de guerre en Europe.

Mais ces armes ne tirent pas seules: même une kalachnikov est inoffensive si nul ne s'en sert. La police? Sa mission est d'abord réactive, elle fait de son mieux. Le renseignement? Il agit sur commande des politiques et ces derniers suivant les avis qu'ils reçoivent. La vraie responsabilité de cette tragédie est intellectuelle. Elle incombe à ceux qui, en matière criminelle, ont produit les diagnostics. Or, depuis 1968, la pensée dominante en matière de criminalité, prise pour vérité divine par nombre de médias et de politiques (hélas pas tous

de gauche), est une "culture de l'excuse" véhiculée par l'école fort active de la "sociologie critique".

Dans la décennie 1970, ces sociologues s'insurgeaient quand on parlait du "terrorisme" d'Action directe, et proclamaient alors qu'un "État fasciste criminalisait la résistance des combattants anti-impérialistes". Dans les années 1980, ces idéologues nous ont assuré qu'il n'y avait nulle vague criminelle, mais un simple "sentiment d'insécurité", obsession qui ne pouvait être le fait que de beaufs avinés. Là-dessus, on relira avec profit *Imaginaires de l'insécurité*, publié en 1983 aux éditions des Méridiens, un sommet du négationnisme criminel.

Par aveuglement idéologique, cette génération de "sociologues critiques" est alors absolument passée

à côté du phénomène criminel; elle l'a purement et simplement nié! Plus tard, les mêmes nous ont dit qu'il n'y avait pas de bandes mais seulement des "victimes de l'exclusion et du racisme"; or les bandes se multiplient. Qu'en tout cas, ces bandes n'étaient pas violentes – et on sait qu'elles le sont toujours plus. Que parler d'armes relevait du fantasme – et les banlieues grouillent désormais de kalachnikov. Longtemps, les socialistes ont répandu cette vulgate. Résultat: la percée du Front national dans le monde ouvrier, les habitants des quartiers populaires supportant de moins en moins qu'on taxe de fantasmes ce qu'ils pouvaient constater chaque jour: la montée en flèche des cambriolages et des agressions...

Ainsi, en matière criminelle, armes de guerre comprises, le vrai problème de la France est celui du diagnostic. Que les officiels français, politiques et hauts fonctionnaires, observent la situation en Europe: partout où la "culture de l'excuse" a cédé la place au réalisme, même dans les pays gouvernés par la gauche (la Grande-Bretagne de Gordon Brown, par exemple), la criminalité baisse, malgré la crise. N'est-ce pas là l'exemple à suivre?

[www.xavier-raufer.com](http://www.xavier-raufer.com)



En Albanie, une kalach' coûte 100 euros: voici l'origine de l'afflux d'armes de guerre dans nos milieux criminels.

